

## "Un dialogue enfin possible ?" Entretien avec Ahmet Insel et Michel Marian

vendredi 26 février 2010, par [Sylvie Servoise](#)

Thèmes : [Reconnaissance](#)

Référence :

Entretien publié dans *Page des libraires*, n° 132, octobre 2009,



[www.pagedeslibraires.fr](http://www.pagedeslibraires.fr)

Ahmet Insel, issu d'une famille turque, musulmane et kémaliste et Michel Marian, dont une part de la famille, arménienne, a disparu en 1915, ont relevé le défi d'évoquer ensemble le génocide arménien. À travers leur parcours familial et personnel et avec toutes les ressources de l'intelligence, de l'érudition et de la lucidité, ils évoquent les moments clés de cette histoire. L'entretien porte sur *Dialogue sur le tabou arménien*, Editions Liana Lévi, 2009.

**Sylvie Servoise : Comment est né ce livre, et dans quel contexte ?**

**Ahmet Insel :** C'est Ariane Bonzon qui a eu l'idée de cette confrontation entre un Arménien et un Turc. Elle nous a contactés en février 2009, quelques temps après la publication d'une lettre ouverte que j'ai publiée en décembre 2008 avec trois autres intellectuels d'Istanbul et qui a recueilli de très nombreuses signatures dans mon pays : nous demandions pardon aux Arméniens pour la « Grande catastrophe » de 1915. Michel Marian, avec une soixantaine d'autres Arméniens de France, a répondu à cette pétition par un article intitulé « Merci aux citoyens turcs », publié dans *Libération* fin janvier 2009. Nous nous sommes vus, Ariane, Michel et moi-même, à diverses reprises et le livre a été porté à son terme très vite, en juillet.

**Michel Marian :** Le contexte est en effet favorable à la publication d'un tel livre,

après des années où l'on pensait que le dialogue était impossible entre les Turcs et les Arméniens. Si les seconds demandent depuis des décennies que les Turcs assument leurs responsabilités dans le génocide, ceux-ci, tant au niveau de l'Etat que d'une large part de la société civile, ont longtemps refusé d'entendre cette requête. Depuis une décennie, la situation évolue : maintenant qu'il existe une Arménie indépendante, des relations peuvent être nouées entre les deux pays et le dialogue ne s'établit plus seulement entre la Turquie et la diaspora arménienne, issue du génocide. Une certaine ouverture diplomatique se fait plus précisément sentir depuis l'automne 2008, lorsqu'a eu lieu, à l'occasion d'un match de football Arménie-Turquie à Erevan, une rencontre non-officielle entre les présidents des deux pays et qu'une « feuille de route » commune a été envisagée. Mais il y a aussi un facteur plus personnel qui nous a poussés à publier ce livre : l'assassinat du journaliste arméno-turc Hrant Dink en 2007. Cet homme a beaucoup contribué à faire changer le regard de la société turque sur les Arméniens, et inversement. Sa mort a créé comme une obligation à poursuivre le combat, à approfondir cet espace de parole qu'il a réussi à faire émerger. Mais le dialogue, s'il est possible, n'en demeure pas moins difficile aujourd'hui : c'est sur ligne de crête fragile, entre des résistances toujours présentes et un avenir qui s'ouvre, que se tient ce livre.

**Sylvie Servoise : On peut s'étonner de voir le livre commencer par l'histoire de vos familles respectives : quelle place lui accordez-vous ?**

**Ahmet Insel :** Le livre s'est en effet construit à partir de nos histoires individuelles car cela permettait d'inscrire notre propos dans une réalité vécue, et pas seulement abstraite ou reconstruite. Je reconnais avoir éprouvé une certaine réticence à raconter l'histoire de ma famille, en partie victime du conflit turco-grec avant et après 1914-1918, car je n'ai pas l'habitude, dans mon travail notamment, de mener une approche analytique à partir de micro-histoires, et surtout personnelles. Néanmoins, j'ai joué le jeu et je m'y suis laissé prendre. Des questions ont surgi : pourquoi, par exemple, alors que je vivais dans les années 1960 dans un quartier cosmopolite d'Istanbul, n'ai-je jamais été confronté directement à la question arménienne ? Ce silence, dont on peut aujourd'hui déployer les motifs et les conséquences sur un plan collectif, je l'ai personnellement ressenti dans mon enfance et il m'a forcément marqué.

Autrement dit, il est important de ne pas perdre de vue que tout ce qui fait débat aujourd'hui, c'est ce qui a été vécu par des personnes concrètes, du côté turc comme du côté arménien. Cela appartient à l'histoire des acteurs, spectateurs engagés ou victimes de ce drame, mais aussi à celle de ceux qui, nés plus tard, comme moi, ont assisté à la dénégation de la présence des Arméniens en terre d'Anatolie et de leur massacre en 1915. Le discours nationaliste de l'époque favorisait cette dénégation, sous couvert de lutte contre l'impérialisme et l'étranger.

Ce que m'a permis ce retour à l'histoire familiale, c'est d'une part de mesurer l'influence de tels discours quand j'étais enfant et, d'autre part, de me convaincre, aujourd'hui, que le nationalisme est fondamentalement pernicious. Même si c'est celui de l'opprimé, il conduit toujours à porter sur l'autre un regard inhumain.

**Michel Marian** : De fait, il me semble que l'un des intérêts du livre est de ne pas avoir été écrit par deux responsables d'Etat, mais par des hommes qui appartiennent à la société civile. L'engagement des individus est nécessaire pour donner sens aux initiatives diplomatiques, pour maintenir le fil entre les communautés s'il venait à se rompre entre Etats. Et ce fil ne peut continuer à exister qu'à travers des mots, des mémoires et des émotions, des échanges entre individus qui font l'effort de chercher à se comprendre. Je dirais même que, du point de vue arménien, ce face à face a quelque chose de libérateur : il permet d'exprimer des rêves qui ont bien plus de chair que des revendications abstraites, il m'autorise enfin à dire ce dont j'ai envie.

**Sylvie Servoise** : Et alors, de quoi avez-vous envie ?

**Michel Marian** : Tout d'abord, de rentrer en Turquie, non pas pour récupérer la maison ou les terres de mes ancêtres, mais pour connaître, et reconnaître, les lieux d'où sont issus les membres de ma famille. Ensuite, de savoir qu'en Turquie leur souvenir n'est pas proscrit ou effacé, mais qu'il survit, grâce à des gestes symboliques de mise en mémoire. Enfin, je souhaiterais nouer des relations amicales avec les gens qui vivent là-bas maintenant.

**Ahmet Insel** : Ce que pointe Michel ici, c'est toute la différence entre une histoire subie et une histoire non-subie. À titre personnel, je n'éprouve pas le besoin de visiter le village dans la région de Konya d'où est issu mon grand-père paternel, et qu'il a quitté pour monter son négoce ailleurs, car cela ne s'inscrit pas dans une histoire traumatique. En revanche, j'ai eu envie d'aller à Serres, une ville au nord de la Grèce actuelle, que ma famille maternelle a dû laisser au moment des guerres balkaniques, comme beaucoup d'autres familles musulmanes. Au fond, il n'y a histoire d'immigration que si celle-ci est involontaire, traumatique.

**Michel Marian** : De fait, beaucoup d'Arméniens inscrivent leur identité dans l'arrachement, la rupture avec le pays de leurs ancêtres.

**Sylvie Servoise** : Pourtant, vous indiquez que votre mère était réticente à l'idée de vous raconter la tragédie familiale, et qu'il vous a fallu attendre des années pour voir votre demande de récit satisfaite.

**Michel Marian** : Le cas de ma mère est évidemment particulier, mais je ne crois pas qu'il soit isolé. Il me semble qu'elle a reproduit avec moi les réticences ou la

pudeur avec lesquelles elle a elle-même reçu cette histoire, comme si un certain mutisme devait être respecté au nom de l'écart certain qui existe entre ce traumatisme et la réalité quotidienne. C'est un silence d'effroi. Or il me semblait important d'entendre et recueillir ce qu'elle avait à me dire, et nous avons eu à ce sujet, elle et moi, des discussions assez vives. De fait, ce que j'ai pu écrire ou dire a parfois été ressenti par elle comme profanatoire de la souffrance d'autrui.

**Ahmet Insel** : Les souffrances sont difficilement dicibles. Du côté turc, la perception de ce silence est ambivalente : pour une partie de la population, il est la preuve de l'exagération des organisations militantes arméniennes sur le récit des souffrances réellement endurées. Pour une autre partie, il est au contraire ressenti comme une preuve de dignité, voire même d'humanité, et est étroitement lié à la tradition anatolienne de l'endurance du malheur dans le silence. On subit les foudres du pouvoir, mais on ne se plaint pas, on ne montre pas sa faiblesse, comme l'indique ce proverbe qui est sans doute, aussi, à l'origine de la perpétuation de la violence dans cette région : « On crache du sang et on dit que l'on a bu du jus de raisin ».

**Michel Marian** : Je ne connaissais pas ce proverbe, qui me fait comprendre que cette pudeur n'est pas seulement liée comme je le pensais à une sorte de puritanisme arménien, étroitement lié au christianisme primitif qui constitue le socle de la religion, mais à une tradition millénaire anatolienne.

**Sylvie Servoise** : **Quel rôle a joué votre participation aux mouvements militants d'extrême-gauche dans les années 1970 dans votre engagement actuel ?**

**Ahmet Insel** : Je pense que ce qui rend en partie possible le dialogue entre Michel et moi-même, c'est que nous sommes tous deux passés par des étapes où ne nous sommes plus exclusivement perçus comme appartenant à une communauté donnée. L'expérience du militantisme de gauche m'a appris à me considérer d'abord comme un citoyen universel, puis comme un citoyen turc. Si je n'étais passé par là, je pense que j'aurais pu devenir le défenseur de l'identité turque : ce n'est pas là quelque chose, du reste, qui m'est propre, à moi qui ai décidé de quitter la Turquie pour vivre en France, mais qui appartient à tous ceux qui, même restés en Turquie, ont accompli ce type d'engagement politique.

**Michel Marian** : De mon côté, les choses sont sans doute plus compliquées, dans la mesure où il y avait déjà, dans ma famille, une tendance à l'universalisme qui a très tôt contrebalancé toute tendance d'enfermement communautaire. Et je ne peux pas oublier non plus que j'appartiens au « petit peuple » qui a souffert d'une injustice qu'il tient à faire reconnaître, à raconter et à transmettre. Il m'est donc nécessaire de revendiquer la singularité du peuple arménien, même si je partage tout à fait le point de vue d'Ahmet sur le nationalisme, qui, par essence, est très

dangereux.

**Ahmet Insel** : C'est vrai, je le reconnais parfaitement, ma position est plus facile que celle de Michel. Car même si j'appartiens à la nation incriminée dans cette affaire, je suis aussi du côté de ceux qui ont gagné dans l'Histoire. Venant d'une famille sunnite, kémaliste, je peux dire : l'Empire ottoman, c'est nous, et de là découle une assurance qui est celle de tout membre d'un groupe dominant.

**Michel Marian** : En fait, on peut distinguer trois niveaux : celui universel ; celui individuel ; et, entre les deux, celui du groupe. Pour ce qui est de l'universel et de l'individuel, Ahmet et moi-même avons des affinités réelles. Ce qui peut en revanche nous séparer, c'est le groupe, et c'est donc à ce niveau que doivent se concentrer nos efforts pour trouver une langue commune.

**Sylvie Servoise** : **L'un des derniers chapitres du livre s'intitule « L'un dit génocide, l'autre pas ». La reconnaissance de ce terme est-elle essentielle pour faire avancer le dialogue ?**

**Ahmet Insel** : Le terme de « génocide » ne me paraît pas approprié. Mais je persiste à penser que ce qui a été fait aux Arméniens est un crime contre l'humanité, ce qui à mes yeux n'allège aucunement la gravité des faits. Je regrette néanmoins une chose : nous sommes désormais entrés dans une ère d'identité victimaire. Pour avoir droit à la parole, il faut être une victime, ce qui n'était pas le cas il y a trente ou quarante ans. Cette surenchère victimaire est dangereuse, et on s'attend à voir se manifester bientôt les victimes grecques du génocide du Pontique ou les musulmans des Balkans. Or on ne peut réécrire l'histoire, faite de sang et de fureur.

**Michel Marian** : C'est sans doute sur ce point que l'écart entre nous se fait le plus sentir. J'entends bien ce que dit Ahmet. Mais on ne peut nier qu'on a assisté, dans le cas arménien, à l'extermination organisée d'un peuple, perçu depuis des milliers d'années comme autochtone. Pour moi, ce qu'ont vécu les musulmans des Balkans et du Caucase n'est pas de nature à fonctionner comme circonstances atténuantes pour le génocide arménien. Des familles turques ont souffert, elles méritent pour cela d'être écoutées. Mais on en revient toujours à cette distinction fondamentale entre un « petit peuple » et un « grand peuple ».

J'ajoute cependant que l'absence du terme « génocide » dans la pétition lancée par Ahmet ne nous a pas empêchés d'y répondre. D'autres pas sont à effectuer avant la reconnaissance du terme et le plus irritant est sans doute cet écart persistant entre le texte d'Ahmet et l'attitude du gouvernement turc. Celui-ci est très loin encore d'adopter une attitude d'excuses. J'ai par exemple été indigné d'entendre récemment le Premier ministre turc qualifier de « génocide » la mort des Ouïgours

en Chine. Ce type de propos me blesse profondément.

### **Sylvie Servoise : Quel rôle peut jouer la France dans l'avancée du dialogue ? Que représente-t-elle pour les Turcs et les Arméniens ?**

**Michel Marian** : La France a une tradition arménophile de longue date, qui remonte, pour ne citer qu'eux, à Anatole France et Jean Jaurès et qui a trouvé son illustration plus récente dans la reconnaissance, de la part de l'Etat français en 1999, du génocide arménien. Par ailleurs, la culture politique française, précisément parce qu'elle est très politique, a beaucoup influencé la diaspora arménienne de France qui s'est concentrée sur des enjeux politiques, ce qui n'est pas le cas de toutes les diasporas.

**Ahmet Insel** : Pour moi, la France représente un double enjeu : c'est d'abord un pays qui joue un rôle essentiel, supérieur à l'Allemagne où vivent pourtant de nombreux Turcs, sur le plan des relations turco-européennes. N'oublions pas que c'est elle qui est à l'origine du « oui » à l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, même si depuis elle a nuancé ses positions. Ensuite, la France continue à incarner en Turquie un modèle républicain, et tout ce qu'elle dit sur la Turquie a un impact immense. Par ailleurs, la communauté arménienne en France a conservé un contact étroit avec la communauté arménienne turque, beaucoup plus que ne l'a fait la diaspora arménienne des Etats-Unis. Le dialogue entre l'Arménie et la Turquie se fait, en France, par le biais de ces populations.

**Michel Marian** : De fait, les Arméniens de France manifestent depuis quelques années le désir de voir les terres de leurs ancêtres, de retrouver les traces de leurs familles. C'est là un fait nouveau, qui n'existait pas il y a vingt ou trente ans.

**Ahmet Insel** : Ce que nous espérons, c'est que le dialogue s'établisse officiellement entre l'Arménie et la Turquie. La société civile a ses limites : au-delà d'un certain seuil, on risque de devenir folklorique. Mais je reste assez optimiste et je veux croire à une entente sur le terrain politique et diplomatique.

par [Sylvie Servoise](#)

Pour citer cet article : <http://www.raison-publiq>

© Raison-Publique.fr 2009 | Toute reproduction des articles est interdite sans autorisation explicite de la rédaction.

Motorisé par [SPIP](#) | Webdesign : [Abel Poucet](#) | [Crédits](#)